

**ÉTAT DE MAINE TRIBUNAL POUR ENFANTS TRIBUNAL DE DISTRICT JUGEMENT ET PLACEMENT (MINEUR)**

Numéro de dossier	Lieu	Date :	Date de naissance :
État du Maine c. Nom et adresse de résidence du mineur			
Il a été estimé que le mineur a commis les infractions juvéniles suivantes aux dates suivantes :			
Après une nouvelle audience, ce tribunal ordonne la disposition suivante :			
<input type="checkbox"/> Que le mineur soit autorisé à rester sous la garde légale de _____ (parent(s)) (tuteur) selon les conditions jointes et incorporées par référence.			
<input type="checkbox"/> Que le mineur participe au programme supervisé suivant de (travail) (travaux communautaires) : _____			
<input type="checkbox"/> Que le mineur accomplisse _____ heures de travaux communautaires approuvés par le tribunal d'ici (semaines) (mois)			
<input type="checkbox"/> Que le mineur soit placé (sous la garde du Department of Health & Human Services [Département de la Santé et des Services sociaux]) (sous la garde de _____). Des efforts raisonnables ont été déployés pour prévenir ou éliminer la nécessité de retirer le mineur de son domicile ou aucun effort raisonnable n'est nécessaire en raison de l'existence d'un facteur aggravant et le maintien au domicile du mineur serait contraire à son bien-être. Les conclusions des efforts raisonnables, en date du _____, sont jointes et incorporées à la présente Ordonnance. <input type="checkbox"/> L'Ordonnance de garde du mineur est jointe et incorporée à la présente Ordonnance. (Dix jours de préavis ont été signifiés au Department of Human Services [Département des Services sociaux] et aux parents et/ou tuteurs du mineur.) (Les renonciations écrites appropriées à l'obligation de notification ont été exécutées volontairement et sciemment en cour devant un juge). Cette détermination sera revue le _____ (au plus tard dans 12 mois).			
<input type="checkbox"/> Que le mineur soit placé dans un centre correctionnel pour mineurs pour une période indéterminée jusqu'à (ses 18 ans) (ce qu'il soit âgé de _____). Des efforts raisonnables ont été déployés pour prévenir ou éliminer la nécessité de retirer le mineur de son domicile ou aucun effort raisonnable n'est nécessaire en raison de l'existence d'un facteur aggravant et le maintien à domicile du mineur serait contraire à son bien-être. Les conclusions des efforts raisonnables en date du _____ sont jointes et incorporées à la présente Ordonnance. Cette détermination sera revue le _____ (au plus tard dans 12 mois). <input type="checkbox"/> L'ensemble de l'engagement ci-dessus est suspendu (à l'exception du fait que le mineur est placé dans un centre de détention pour mineurs pendant une période de _____ jours qui seront purgés comme suit : _____			
<input type="checkbox"/> Que le mineur soit placé dans un centre de détention pour mineurs pendant une période de _____ jours qui seront purgés comme suit : _____ <input type="checkbox"/> Tous les jours sauf _____ jours de l'engagement ci-dessus sont suspendus et seront purgés comme suit : _____			
<input type="checkbox"/> Que le mineur soit placé en période probatoire pour une période de (_____ années) (_____ mois) selon des conditions jointes et incorporées par référence.			
<input type="checkbox"/> Que le mineur verse une indemnisation comme suit : _____			
<input type="checkbox"/> Que le mineur paie sur condamnation la somme de _____ \$ en tant qu'amende au greffier du tribunal, ainsi que les surcoûts et frais additionnels applicables et les frais des évaluations. <input type="checkbox"/> Tout sauf la somme de _____ \$ a été suspendue. Le montant total dû, y compris les surcoûts et les frais d'évaluations, est de _____ \$. Ce montant est payable immédiatement ou conformément à l'Ordonnance sur le paiement des amendes, incorporée par référence aux présentes.			
<input type="checkbox"/> Que le permis ou l'autorisation de conduire un véhicule à moteur du mineur, son droit de conduire un véhicule à moteur ou son droit de demander ou d'obtenir un permis de conduire soient suspendus conformément à la Notification de suspension incorporée par référence.			

<input type="checkbox"/>	Que le mineur soit libéré sans condition.
<input type="checkbox"/>	Que le ou les parents/le tuteur (fournissent une couverture médicale) (paient la somme de _____ \$ pour couvrir) les frais de soins médicaux et mentaux, de traitement de la toxicomanie et/ou d'accompagnement psychologique fournis au mineur pendant sa détention ou sa probation.
<input type="checkbox"/>	Que le ou les parents paient la somme de ( _____ \$ par semaine) ( _____ \$ par mois) pour subvenir aux besoins du mineur pendant sa détention (conformément à l'Ordonnance de soutien distincte qui est incorporée à la présente).
<input type="checkbox"/>	Que le mineur remette à l'État l'arme à feu utilisée pour commettre le(s) délit(s) énoncé(s) ci-dessus. Article 3314(6) du chapitre 15 du M.R.S.
<input type="checkbox"/>	Qu'il est interdit au mineur de posséder ou d'être en possession d'une arme à feu. Article 393 du chapitre 15 du M.R.S.
<input type="checkbox"/>	Autre : _____
Si l'une des infractions énumérées ci-dessus est une infraction applicable telle que définie à l'article 1574(6) du chapitre 25 du M.R.S., le mineur devra fournir un échantillon d'ADN lors de sa mise en détention ou à tout moment pendant sa détention, ou s'il n'y a pas de période de détention, selon les instructions de l'agent des services correctionnels communautaires pour mineurs.	
<p><b>AVERTISSEMENT : LE FAIT QUE LE MINEUR POSSÈDE OU AIT EN SA POSSESSION UNE ARME À FEU CONSTITUE UNE VIOLATION DE LA LOI DE L'ÉTAT ET PEUT CONSTITUER UNE VIOLATION DE LA LOI FÉDÉRALE SI CETTE INTERDICTION FAIT PARTIE DU PRÉSENT JUGEMENT OU DE TOUTE AUTRE ORDONNANCE D'UN TRIBUNAL OU SI ELLE EST INTERDITE PAR LA LOI.</b></p> <p>LE CAS ÉCHÉANT, IL EST EN OUTRE ORDONNÉ QUE LE MINEUR SOIT PLACÉ EN DÉTENTION PRÉVENTIVE AUPRÈS DU SHÉRIF DU COMTÉ QUI LIVRERA LE MINEUR AU CENTRE CORRECTIONNEL POUR MINEURS OU À L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION POUR MINEURS ET QUE LE GREFFIER REMETTE AU SHÉRIF DU COMTÉ UNE COPIE CERTIFIÉE CONFORME DU PRÉSENT JUGEMENT ET PLACEMENT ET QUE CETTE COPIE SERVE D'ORDONNANCE DE PLACEMENT POUR LE MINEUR.</p>	
Date : _____	_____ Juge
Copie certifiée conforme. _____, Greffier	